



To balance the relations and the opposite interests of debtors and creditors, Mr. Hakan Meurling, lawyer at the National Commission of Data Processing and Freedoms, spoke about the "Monitoring of the creditors and the methods of collecting debts by society".

In Sweden there is a public file on debtors. This file relates to unwilling debtors and the insolvent ones. Mr. Bernt Vestlund, representative of this institution, informed the participants on the conditions of access to this register and which were the information which one could find there.

A Remarkable Intervention

The UIHJ always takes part in the Scandinavian seminars, just as the fellow-members of the Baltic States (Estonia, Latvia, Lithuania). However, for the first time Jacques Isnard, president of the UIHJ, participated as a speaker. His presentation, entirely in English, was entitled: "The situation of the debtor - the debtor in question, the debtor in focus". This very relevant comparative study of the Member States of the UIHJ met an enormous success among the Scandinavian judicial officers.

For the participants other than those of the Scandinavian countries, a special program had been planned. While the Scandinavian judicial officers were occupied with the workshops, the representatives of the UIHJ, Jaques Isnard, Leo Netten and Roger Dujardin, as well as the Baltic fellow-members, could visit the National Enforcement Service of Stockholm where they could get more acquainted with the enforcement system in Sweden.

All the topics approached aroused a keen interest and the debates were particularly animated. This very positive assessment leads to predict the continuation of the seminars as for the future. The participants left Stockholm the head filled with new ideas and new contacts with their Scandinavian counterparts.

The next seminar will be in Denmark. The baton is now handed over to this country to organise the next seminar which will take place in 2009.

Deux membres de l'UIHJ en mission en Turquie pour le Conseil de l'Europe

Des 4 au 10 mai 2008, Mathieu Chardon, 1^{er} secrétaire de l'UIHJ et Jos Uitdehaag, 1^{er} questeur de l'UIHJ se sont rendus à Antalya et à Bodrum pour une visite d'évaluation dans le cadre d'un programme conjoint du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne d'aide à l'organisation juridictionnelle en Turquie.

Une aide technique

L'objet de ce projet, mis en place par le Conseil de l'Europe et financé par l'Union européenne, en coopération avec le ministère de la justice de Turquie, est de fournir au ministère de la justice turc une aide technique pour l'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité des juridictions et des départements de l'exécution. Ce projet a débuté en décembre 2007. Il en est à sa première phase d'évaluation. L'objet de la mission était de se familiariser avec le mode actuel de fonctionnement afin d'identifier les carences du système de fonctionnement des juridictions. La finalité de l'opération est de permettre au système judiciaire turc d'être en conformité avec les standards européens.

C'est dans ce cadre que, une nouvelle fois, le Conseil de l'Europe s'est tourné vers Mathieu Chardon (France) et Jos Uitdehaag (Pays-Bas), membres de l'UIHJ avec lequel il travaille régulièrement depuis maintenant huit ans. Le Conseil de l'Europe s'était également entouré d'un aréopage d'experts de l'Union européenne (Peter Gilles, professeur à la faculté de droit de Frankfurt, Allemagne, et Peter Hadler, magistrat à Vienne, Autriche) et de Turquie : Gulsüm Misir, juge de l'exécution, Okan Tadelen, magistrat attaché au ministère de la justice, Gökçen Topuz, professeur de droit, Hatice Kara, magistrat, Seyit Camlibel, directeur du bureau de l'exécution de Eskisehir. L'équipe des experts était complétée par Cunejd Er (Conseil de l'Europe) et deux experts locaux, Mustafa Liker Gürkan et Turgay Soyer. La mission était dirigée de main de maître par Manfred

Buric, expert du Conseil de l'Europe en résidence en Turquie. Enfin, il ne faut pas oublier les quatre interprètes dont la qualité du travail a été unanimement appréciée par tous : Ragıp Duran, Sezin Tekin, Verda Kivrak et Sasha Karadeniz.

Uyap : un système informatique de grande envergure

C'est sur la base d'une cinquantaine d'entretiens avec de nombreux juges, juges de l'exécution, agents d'exécution, directeurs et sous-directeurs de bureaux de l'exécution d'Antalya puis de Bodrum, que les experts du Conseil de l'Europe ont pu, pour certains se familiariser, et pour les autres approfondir leurs connaissances avec le système de l'exécution des décisions de justice en matière civile en Turquie. Les experts ont préalablement été successivement reçus par Osman Vuraloglu et Omür Topaç, respectivement procureurs en chefs des tribunaux d'Antalya et de Bodrum.

L'exécution est confiée aux bureaux de l'exécution. Les bureaux sont situés au sein du palais de justice. Chaque bureau comprend généralement un directeur, deux sous-directeurs et deux officiers chargés de procéder aux mesures d'exécution forcée. En fonction de la taille de la juridiction, un ou plusieurs bureaux sont constitués. A Antalya, juridiction de 700 000 habitants, sept bureaux sont constitués. A Bodrum, 50 000 habitants hors saison estivale (plus d'un million pendant la période estivale), seuls deux bureaux sont ouverts.

Selon la loi turque, une fois le jugement rendu, il

Les experts du Conseil de l'Europe avec Osman Vuraloglu, procureur en chef des tribunaux d'Antalya (quatrième en partant de la gauche) — The experts with Osman Varaloglu, Chief Public Prosecutor of the Courthouse of Antalya (Fourth from the left)





appartient au créancier d'en demander l'exécution auprès du bureau de l'exécution compétent. Le dossier est attribué automatiquement grâce à un nouveau système informatique de grande envergure, dénommé Uyap, visant à relier entre eux tous les acteurs du monde judiciaire et les citoyens.

L'une des particularités du système turc est qu'il n'est pas nécessaire pour un créancier d'être titulaire d'un jugement ou d'une autre décision de justice pour mettre en œuvre des mesures d'exécution. Lorsqu'un citoyen estime être titulaire d'un droit de créance, notamment de nature contractuelle (non paiement d'une facture, d'un chèque, d'un loyer, d'un emprunt), il peut s'adresser directement au directeur du bureau de l'exécution territorialement compétent. Après examen de la demande, celui-ci rendra un ordre de paiement qui sera notifié au débiteur. En l'absence de contestation de sa part, les mesures d'exécution pourront alors être engagées, sans aucune forme de procès. En pratique, environ 90% des dossiers d'exécution sont issus d'ordres de paiement, seulement 10% des dossiers provenant de décisions de justice classiques.



Des milliers de dossiers – Thousands of cases

Des obstacles majeurs au bon fonctionnement du système

Il existe plusieurs obstacles majeurs actuels au bon fonctionnement du système. Ces obstacles sont dénoncés unanimement par l'ensemble des personnes interrogées. Il s'agit d'un accroissement constant du nombre de dossiers, d'un manque chronique de personnel et de qualification suffisante. A cela s'ajoutent des salaires considérés comme trop faibles par rapport au travail accompli et aux compétences requises, des conditions de travail difficiles (locaux très exigus) et un manque général de considération de la part des usagers, qu'ils soient justiciables ou avocats. La plupart des personnes interrogées n'ont d'ailleurs pas caché leur désarroi face à ces difficultés, malgré leur courageuse et intangible volonté d'accomplir leur difficile mission, souvent au prix de grands sacrifices personnels (la pluparts des fonctionnaires du service travaillent les samedis voire les dimanches).

Il est également important de relever l'absence de représentation de la profession au niveau national. Les bureaux de l'exécution sont autonomes et



Pendant un entretien – During an interview

indépendants les uns des autres, mêmes si tous les employés sont des fonctionnaires du ministère de la justice.

Manifestement, ce système, qui doit aujourd'hui faire face à une demande sans cesse croissante, a trouvé ses limites. Vers quel type de système nos confrères turcs se tourneront ? Ce sera à eux d'en décider. Quoi qu'il en soit, le Conseil de l'Europe s'est donné pour objectif de tout mettre en œuvre pour permettre au système judiciaire turc d'être en adéquation avec les standards européens, que ce soient ceux en vigueur auprès des 27 Etats membres de l'Union européenne ou ceux préconisés par les 47 Etats membres du Conseil d'Europe au travers de la Recommandation Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 sur l'exécution des décisions de justice et les agents chargés de l'exécution.

Le Conseil de l'Europe et la Turquie peuvent compter sur le soutien inconditionnel de l'UIHJ dans cette importante et nécessaire entreprise.



Manfred Buric, expert du Conseil de l'Europe résident en Turquie – Resident Expert of the Council of Europe in Turkey

Two Members of the UIHJ on Mission in Turkey for the Council of Europe

Technical Assistance

The object of this project, implemented by the Council of Europe and financed by the European Union, in co-operation with the Ministry of Justice of Turkey, is to provide the Turkish ministry of justice with a technical assistance for the improvement of the functioning and efficiency of the Turkish judiciary in line with European standards. This project began in December 2007. It is at its first phase of evaluation. The aim of the mission was to get

familiar with the current mode of functioning of the system in order to identify its deficiencies.

It is within this framework that, once again, the Council of Europe turned to its regular experts for eight years now, Mathieu Chardon (France) and Jos Uitdehaag (Netherlands), members of the UIHJ. The Council of Europe was also helped by an assembly of other experts of the European Union (Peter Gilles, professor at the Faculty of Law of Frankfurt, Germany, and Peter Hadler, Judge in Vienna,

From 4 to 10 May 2008, Mathieu Chardon, 1st Secretary of the UIHJ and Jos Uitdehaag, 1st Quaestor of the UIHJ, Went to Antalya and Bodrum For a Needs Assessment Visit Within the Framework of a Joint Program of the Council of Europe and the European Union on the Support to the Court Management System in Turkey.

Austria) and of Turkey: Gülsüm Misir, enforcement judge, Okan Tadelen, Judge at the ministry of justice, Gökçen Topuz, law professor, Hatice Kara, Judge, Seyit Camlibel, director of the enforcement office of Eskisehir. The team of experts was supplemented by Cuneyd Er (Council of Europe) and two local experts, Mustafa Liker Gürkan and Turgay Soyer. The mission was masterly lead by Manfred Buric, resident expert of the Council of Europe in Turkey. Lastly, one should not forget the four inter-



Omür Topaç, procureur en chef des tribunaux de Bodrum – Chief Public Prosecutor of the Courthouse of Bodrum

Le palais de justice d'Antalya – The Courthouse of antalya



preters whose quality of work was unanimously acknowledged by all: Ragip Duran, Sezin Tekin, Verda Kivrak and Sasha Karadeniz.

Uyap: A Very Ambitious Computer System

On the basis of about fifty interviews with as many judges, enforcement judges, enforcement agents, directors and deputy directors of enforcement offices of Antalya and Bodrum, the Council of Europe experts could get acquainted with and look further into their knowledge of the enforcement system of civil decisions in Turkey. Beforehand, the experts were successively greeted by Osman Vuraloglu and Omür Topaç, respectively Chief Public Prosecutors of the courthouses of Antalya and Bodrum.

Enforcement is entrusted to enforcement offices. Offices are located within courthouses. Each office generally includes a director, two deputy-directors and two enforcement agents in charge of carrying out enforcement measures. According to the size of the jurisdiction, one or several offices are constituted. In Antalya, a jurisdiction of 700 000 inhabitants, there are seven offices. In Bodrum (50 000 local inhabitants but a population of over a million during summer and fall), only two offices are open.

According to the Turkish law, once judgment is given, it is up to the creditor to ask for its enforcement near the competent enforcement office. The case is automatically allotted by a very ambitious computing system, called Uyap, aiming at connect-

ing all actors of the legal world and citizens. One of the characteristics of the Turkish system is that it is not necessary for a creditor to hold a judgment or another legal decision to implement an enforcement measure. When a citizen estimates to be a creditor, in particular when there is a contract (invoice, check, rent, loan, etc.), he can address directly to the director of the local enforcement office. After examination of the request, the director will establish a payment order which will be notified to the debtor. In the absence of contest, enforcement measures can then soon start, without any form of lawsuit. Approximately 90% of enforcement cases actually result from payment orders, and only 10% of the cases come from traditional legal decisions.

Major Obstacles to the Efficiency of the System

There are several current major obstacles to the efficiency of the system. These obstacles are unanimously denounced by the whole of the interviewed parties. There are about a constant increase of cases and workload, of a chronic lack of staff and of insufficient qualification. On top of this, wages are considered too low compared to the demanded work and required competences. Enforcement offices also face difficult working conditions (lack of space) and a general a poor image from citizens or lawyers. Besides, most of the interviewees did not hide their distress when faced with these difficulties, in spite of their courageous and intangible will



Un bureau de l'exécution à Antalya – An enforcement office in Antalya

to carry out their difficult mission, often at the price of great personal sacrifices (most of the personnel has to work on Saturdays and even on Sundays). It is also important to point out the lack of representation of the profession at national level. The enforcement offices are autonomous and independent from each other, even if all employees are civil servants of the ministry of justice.

Obviously, this system, which must face an ever unceasing workload, has met its limits. To which type of system will our Turkish fellow-members turn? It will be up to them to decide. In any case, the Council of Europe has for objective to make it possible for the Turkish legal system to be in adequacy with European standards, being those set by the 27 Member States of the Union European or those recommended by the 47 Member States of the Council of Europe through the Recommendation Rec (2003)17 of 9 September 2003 on enforcement.

Both Council of Europe and Turkey can count on the unconditional support of the UIHJ in this important and necessary matter.

Vue sur Bodrum depuis le château – A view of Bodrum from the Castle



Le palais de justice de Bodrum – The Courthouse of Bodrum

